2 novembre 2010

10.177

Interpellation du groupe PopVertsSol

Vente des domaines agricoles de l'Etat

Le canton de Neuchâtel a commencé d'acheter des domaines agricoles dès la fin du 19^e siècle, à partir des années 1870 plus précisément, et ceci pour deux raisons essentielles:

1. l'époque connaissait alors un fort exode rural depuis les zones les plus éloignées ou les plus difficiles d'exploitation en direction des villes pour y trouver un travail horloger plus facile et mieux rémunéré; l'Etat de Neuchâtel a mené une politique d'achat permettant des remaniements propices à maintenir des exploitations rentables et un maintien décentralisé de l'agriculture.

Aujourd'hui encore ce sont des grandes exploitations modernes et rentables.

2. le 18^e siècle ayant surconsommé le bois des forêts à des fins industrielles, le canton a mené une politique de reboisement intensive notamment dans les côtes du Doubs ou sur les hauteurs de Pouillerel dans des zones peu productives ou trop accidentées pour l'agriculture.

Une grande part des domaines d'Etat se trouve à proximité des villes du Locle et de La Chaux-de-Fonds, sur les communes des Brenets et des Planchettes mais aussi dans la vallée de la Brévine, au Val-de-Travers et sur le Littoral.

Le canton possède 16 domaines représentant environ 800 hectares, dont la prestigieuse Abbaye de Bevaix, la Maison de Watteville neuchâteloise.

Une activité touristique et hôtelière est également couplée à quelques domaines comme la Ferme Modèle, la Grébille ou le Maillard.

Les fermiers de l'Etat ont reçu un courrier pendant l'année leur demandant quel était leur intérêt à devenir propriétaire de leur exploitation agricole; cela démontre une volonté du Conseil d'Etat de se séparer à brève échéance de tout ou partie de son patrimoine agricole.

Nous posons au Conseil d'Etat les questions suivantes:

- Le Conseil d'Etat a-t-il l'intention de présenter un rapport au Grand Conseil et à la commission agricole?
- Est-il conscient que le patrimoine acquis ne se retrouvera pas dans les décennies à venir?
- Au vu des prix d'achat de domaines limité par ce même Etat, espère-t-il renflouer la dette du canton?
- Ces domaines sont-ils financièrement une charge pour le canton?
- Des plans de gestion des pâturages boisés (PGI) sont en phase de création sur les domaines de l'Etat; que deviendront-ils?
- Des contrats d'approvisionnement en bois énergie tirés de ces pâturages boisés ont été conclus par l'Etat avec différents partenaires; que deviendront-ils?
- Comment le canton qui est juge et partie comme propriétaire et responsable du service de l'économie agricole va-t-il déterminer les prix de vente?

Signataires: G. Hirschy, C. Maeder-Milz, T. Buss, L. Debrot, M. Ebel et A. Shah.